

direction
départementale
des territoires
et de la Mer
Grandes

service risques et
gestion de crise
Grandes

PLAN DE PRÉVENTION DU RISQUE NATUREL D'INONDATION DES COMMUNES RIVERAINES DE LA GARONNE

SECTEUR DE SAINT-PIERRE D'AURILLAC À LA RÉOLE

1 - NOTE DE PRÉSENTATION

PPR prescrit par arrêté préfectoral du 25 mars 2009

Enquête publique ouverte du 4 novembre 2013
 au 4 décembre 2013

Révision approuvée par arrêté préfectoral du 23 Mai 2014

DOSSIER D'APPROBATION

SOMMAIRE

1. CONTEXTE GÉNÉRAL	1
1.1. APPROCHE GÉNÉRALE	1
1.1.1. Contexte de l'étude	1
1.1.2. Les conséquences du risque inondation	2
1.1.3. Cadre législatif et réglementaire	3
1.1.4. Les raisons de la prescription des PPR sur ce secteur	5
1.2. MÉTHODOLOGIE D'ÉLABORATION DE LA RÉVISION DES PER EN PPR	6
2. ÉLABORATION TECHNIQUE DE LA RÉVISION DU PER EN PPR SUR LE BASSIN D'ÉTUDE	9
2.1. CONCLUSIONS DES ANALYSES MENÉES EN 1992 POUR L'ÉLABORATION DES PER	9
2.1.1. Hydrologie	9
2.1.2. Niveaux de la crue de référence retenus en 1992	10
2.2. CARACTÉRISATION DES ALÉAS DANS LE CADRE DE CETTE RÉVISION DU PPR	10
2.2.1. Niveaux de la crue de référence du PPR	10
2.2.2. Prise en compte de données nouvelles pour caractériser l'aléa retenu	11
2.3. ÉLABORATION DE LA CARTE DES ENJEUX	12
2.3.1. Méthodologie	12
2.3.2. Présentation générale des enjeux actuels	13
2.3.3. Présentation des projets sur l'ensemble de la zone	16
3. ÉLABORATION DU ZONAGE ET DES PRINCIPES RÉGLEMENTAIRES DU PPR DE LA COMMUNE	17
3.1. LES PRINCIPES RÉGLEMENTAIRES	17
3.2. LE ZONAGE RETENU	18
3.2.1. La zone rouge foncé	18
3.2.2. La zone rouge clair	19
3.2.3. La zone grenat	19
3.2.4. La zone bleue	19
3.2.5. La zone violette	20
3.3. LES PRESCRIPTIONS	20
3.4. LES RECOMMANDATIONS	21
4. EFFETS ET PORTÉE DU PPR	21
4.1. LES OBLIGATIONS	21
4.2. LE PPR APPROUVÉ EST UNE SERVITUDE D'UTILITÉ PUBLIQUE	21
4.3. LE PPR APPROUVÉ EST OPPOSABLE AUX TIERS	22
4.4. LE PPR S'APPLIQUE SANS PRÉJUDICE DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS EN VIGUEUR	22
4.5. LES CONSÉQUENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	23
4.6. RÉVISION DU PPR	23

LISTE DES FIGURES ANNEXÉES

Figure 1 – Localisation du secteur d'étude

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Glossaire

Annexe 2 : Détail du recensement des enjeux par commune

CARTES PRODUITES EN CARTOGRAPHIE ANNEXÉES (CHEMISE SÉPARÉE)

HG : Carte de la crue historique sur l'ensemble du secteur – échelle 1/10 000

AG : Carte des aléas sur l'ensemble du secteur – échelle 1/10 000

EG : Carte des enjeux sur l'ensemble du secteur – échelle 1/10 000

ZG : Carte du zonage sur l'ensemble du secteur – échelle 1/10 000

H : Carte de la crue historique sur la commune – échelle 1/10 000

A : Carte de l'aléa sur la commune – échelle 1/10 000

E : Carte des enjeux sur la commune – échelle 1/10 000

1. CONTEXTE GÉNÉRAL

1.1. APPROCHE GÉNÉRALE

1.1.1. CONTEXTE DE L'ETUDE

Les zones inondables, générées par les débordements des principaux cours d'eau du département de la Gironde, sont aujourd'hui couvertes par des documents réglementaires permettant une gestion des sols en regard du risque identifié.

Ces documents réglementaires sont pour la plupart anciens, et notamment sur le secteur St-Pierre d'Aurillac – La Réole, les 17 communes sont soumises à un Plan d'Exposition aux Risques Inondations (PERI) valant Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) approuvés en 1992.

L'application de ces documents depuis 18 ans a mis en évidence une évolution de leur méthodologie de réalisation, ainsi qu'un certain nombre de difficultés d'applications sur des points spécifiques.

L'évolution parallèle de la politique de l'État en matière de gestion du risque Inondation (développement des politiques de réduction de la vulnérabilité notamment), de la réglementation et de la jurisprudence, ainsi que la recherche d'une harmonisation dans l'application de ces documents au niveau régional ont amené l'État à engager une révision des documents en vigueur élaborés en 1992.

Le secteur d'étude soumis à cette révision, situé entre St-Pierre d'Aurillac et La Réole en bordure de la Garonne, ne concerne que le risque inondation par débordement de la Garonne, et donc les territoires sous influence directe de celle-ci (lit majeur de la Garonne et aval des secteurs de confluence avec les affluents du fleuve).

Les 17 communes concernées par cette révision sont :

- ✓ BARIE,
- ✓ BASSANNE,
- ✓ BLAIGNAC,
- ✓ CASSEUIL,
- ✓ CASTETS-EN-DORTHE,
- ✓ CASTILLON-DE-CASTETS,
- ✓ CAUDROT,
- ✓ FLOUDES,
- ✓ FONTET,
- ✓ GIRONDE-SUR-DROPT,
- ✓ LOUPIAC DE LA RÉOLE,
- ✓ PUYBARBAN,
- ✓ LA RÉOLE,
- ✓ SAINT-LOUBERT,
- ✓ SAINT-MARTIN DE SESCAS,
- ✓ SAINT-PARDON DE CONQUES,
- ✓ SAINT-PIERRE D'AURILLAC.

1.1.2. LES CONSÉQUENCES DU RISQUE INONDATION

Les dégâts causés par les inondations en France sont estimés en moyenne à 250 millions d'euros par an. De plus, d'après les statistiques établies par la Caisse Centrale de Réassurance, les inondations ont représenté en France, entre 1982 et 1997, 68 % du nombre de catastrophes naturelles. Elles ont mobilisé 80 % des remboursements effectués dans le cadre des dossiers traités par la Commission interministérielle au titre des arrêtés de catastrophes naturelles dits arrêtés "Cat-Nat". Encore ce chiffre ne rend-il que partiellement compte de la réalité des dommages. À cela, il faut également ajouter :

- les dommages directs assurables mais non indemnisés : franchise, abattement pour vétusté...
- les dommages indirects assurables mais non indemnisés : pertes d'exploitation consécutives à l'interruption du trafic (usines non ravitaillées, pertes de denrées périssables contenues dans les chambres froides, ...)
- les biens non assurables, tels que les équipements publics.

Ainsi, pour notre zone d'étude, les conséquences des inondations peuvent être :

- un risque pour la vie des personnes exposées (rappelons que même pour un courant et une hauteur d'eau faibles, le stress provoqué par l'inondation peut générer des comportements imprévisibles),
- l'inondation des routes, des logements situés dans les niveaux inondables, des caves,
- des coupures d'électricité, de gaz, de téléphone, de chauffage,
- des perturbations possibles dans l'alimentation de l'eau potable,
- des remontées d'eau dans les immeubles par les réseaux d'égouts et des perturbations dans l'évacuation des eaux usées,
- un risque pour les biens exposés en termes de dommages sur les structures des immeubles (fondations, humidification des murs, risques d'incendies par court-circuit...),
- un risque économique dû aux interruptions ou aux diminutions des échanges économiques (ponts et voies coupées par l'inondation, usines ou entreprises stoppées,...) ou dans le fonctionnement des services publics (crèches, écoles, ramassage des ordures ménagères...),
- un risque environnemental et économique encore, de par les délais de retrait des eaux et d'assèchement des parcelles pour toutes les zones cultivées,
- une revalorisation du caractère naturel des zones humides même si quelques conséquences ponctuelles néfastes se produisent pendant la crue pour la faune ou la flore touchée.

Les conséquences de l'inondation sont donc, en plus d'un risque évident pour les vies humaines, un coût financier croissant pour la société.

1.1.3. CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE

Divers lois, décrets (dont certains sont codifiés) et circulaires régissent les procédures d'élaboration des PPR :

⇒ **la loi n°2003-699 du 30 juillet** relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

⇒ **les articles L.562-1 à L.562-9 du Code de l'environnement** relatifs aux plans de prévention des risques naturels prévisibles (loi n°95-101 du 2 février 1995 modifiée, codifiée).

L'État élabore et met en application des plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPR), tels qu'inondations, mouvements de terrain, avalanches, incendies de forêt, séismes, éruptions volcaniques, tempêtes ou cyclones.

Le PPR a pour objet, en tant que de besoin :

- de délimiter les zones exposées aux risques naturels, d'y interdire tous "types de constructions, d'ouvrages, d'aménagements, d'exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles", ou, dans le cas où ils pourraient être autorisés, de définir les prescriptions de réalisation ou d'exploitation,
- de délimiter les zones non directement exposées au risque, mais dans lesquelles les utilisations du sol doivent être réglementées pour éviter l'aggravation des risques dans les zones exposées,
- de définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui incombent aux particuliers et aux collectivités publiques, et qui doivent être prises pour éviter l'aggravation des risques et limiter (voire réduire) les dommages,
- de définir les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date d'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs ;

⇒ **la loi n°2004-811 du 13 août 2004** sur la modernisation de la sécurité publique.

Cette loi institue les plans communaux de sauvegarde (PCS) à caractère obligatoire pour les communes dotées d'un PPR. Ces plans sont un outil utile au maire dans son rôle de partenaire majeur de la gestion d'un événement de sécurité civile ;

⇒ **les articles R.562-1 à R.562-9 du Code de l'environnement** relatifs aux dispositions d'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles et à leurs modalités d'application (décret n°95-1089 du 5 octobre 1995 modifié, codifié).

Ces articles prescrivent les dispositions relatives à l'élaboration des PPR. Le projet de plan comprend :

- une note de présentation,
- des documents graphiques,
- un règlement.

Après avis, notamment, des conseils municipaux et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme, le projet de plan est soumis par le Préfet à une enquête publique. Au cours de cette enquête, les maires des communes sont entendus après avis de leur conseil municipal.

Après approbation, le PPR vaut servitude d'utilité publique ;

⇒ **les articles L.561-1 à L.561-5 et R.561-1 à R.561-17** du Code de l'environnement relatifs à l'expropriation des biens exposés à certains risques naturels majeurs menaçant gravement des vies humaines ainsi qu'au fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) ;

⇒ **les principales circulaires :**

- **la circulaire interministérielle du 24 janvier 1994** (parue au JO du 10 avril 1994) relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables définit les objectifs à atteindre :
 - **interdire les implantations humaines dans les zones dangereuses** où, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne peut être garantie intégralement, **et les limiter dans les autres zones inondables**,
 - **préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues, pour ne pas aggraver les risques dans les zones situées en amont et en aval** ; ceci amène à contrôler strictement l'extension de l'urbanisation dans les zones d'expansion de crue,
 - **sauvegarder l'équilibre des milieux dépendant des petites crues et la qualité des paysages** souvent remarquables du fait de la proximité de l'eau et du caractère encore naturel des vallées concernées, c'est-à-dire éviter tout endiguement ou remblaiement nouveau qui ne serait pas justifié par la protection de lieux fortement urbanisés ;
- **la circulaire du 2 février 1994** relative aux dispositions à prendre en matière de maîtrise de l'urbanisation dans les zones inondables ;
- **la circulaire n°94-56 du 19 juillet 1994** relative à la relance de la cartographie réglementaire des risques naturels prévisibles ;
- **la circulaire du 24 avril 1996** relative aux dispositions applicables au bâti et aux ouvrages existants en zone inondable. Elle reprend les principes de celle du 24 janvier 1994 pour la réglementation des constructions nouvelles et précise les règles applicables aux constructions existantes. Elle institue le principe des plus hautes eaux connues (PHEC) comme crues de référence et définit la notion de « centre urbain » ;
- **la circulaire du 30 avril 2002** relative à la politique de l'État en matière de risques naturels prévisibles et de gestion des espaces situés derrière les digues de protection contre les inondations et les submersions marines ;
- **la circulaire du 1^{er} octobre 2002** relative aux plans de prévention des inondations ;
- **la circulaire du 3 juillet 2007** relative à la consultation des acteurs, à la concertation avec la population et à l'association des collectivités territoriales dans les plans de prévention des risques naturels prévisibles ;
- **la circulaire du 30 juillet 2011** qui vient préciser les règles de sur-aléa à prendre en compte à l'arrière de toute digue constituée pour la protection contre les débordements.

Au regard des textes précités, un PPRN a pour objectifs principaux :

- **d'assurer la sécurité des personnes et des biens**, en tenant compte des phénomènes naturels, et permettre le développement durable des territoires en assurant une sécurité maximum des personnes et un très bon niveau de sécurité des biens,
- **d'analyser les risques sur un territoire donné** et d'en déduire une doctrine pour les zones exposées, en privilégiant le développement sur les zones exemptes de risques, et en définissant des prescriptions en matière d'urbanisme, de construction et de gestion des zones à risques,
- **de préserver les champs d'expansion de crues.**

Dans un premier temps, la zone soumise au risque inondation est déterminée, en détaillant l'importance du phénomène en fonction des connaissances hydrauliques, ainsi que la probabilité d'occurrence du phénomène naturel étudié.

L'examen de ces paramètres permet donc de définir l'**aléa** par la détermination des secteurs susceptibles d'être inondés et pour lesquels vont s'appliquer les prescriptions du PPR.

Notons qu'en termes d'inondation, l'aléa de référence correspond à un événement d'une période de retour choisie pour se prémunir d'un phénomène. En termes d'aménagement, la circulaire du 24 janvier 1994 relative aux implantations en zone inondable précise que l'événement de référence à retenir pour le zonage est défini comme la plus haute crue historique connue. Toutefois, si celle-ci présente une période de retour inférieure à cent ans, c'est la crue centennale qui sera retenue.

Ce choix répond d'une part à la volonté de se référer à des événements qui se sont déjà produits, qui sont donc incontestables et susceptibles de se reproduire à nouveau, d'autre part, de privilégier la mise en sécurité de la population en retenant des crues de fréquences exceptionnelles.

Dans un second temps, la méthodologie utilisée permet de connaître l'occupation des sols dans cette zone inondable, surtout en termes d'éléments vulnérables, à savoir les biens et activités situés dans les secteurs soumis à l'aléa. Cette préoccupation aboutit à la définition **des enjeux** sur l'ensemble du territoire.

Le PPR ayant pour vocation de prévenir le risque, il veillera également à définir les règles visant à réduire les risques en cherchant à diminuer la vulnérabilité des biens présents et à venir situés dans une zone d'aléa, ainsi que les activités polluantes susceptibles, lors d'une crue, de porter atteinte à l'environnement et à la qualité des eaux.

Ce document vise à une réduction des risques en diminuant la sensibilité des enjeux exposés sur le secteur d'étude considéré. En aucun cas, il ne vise à la diminution de l'aléa (ampleur de la crue), bien qu'il y contribue en réservant des zones pour l'expansion des crues.

Le risque est la résultante d'enjeux soumis à l'aléa.

C'est donc à partir de la carte d'aléa, et en ayant connaissance des enjeux existants et futurs, que peut être établi **le document réglementaire du PPR**, qui est constitué :

- de la présente **note de présentation**,
- du **zonage réglementaire** qui présente le territoire communal en six zones :
 - une zone pour laquelle aucun risque n'a été retenu, figurée en blanc,
 - deux zones pour lesquelles sera autorisée la poursuite de l'urbanisation sous certaines conditions, figurées en bleu et en violet,
 - trois zones pour lesquelles sera appliqué un principe d'inconstructibilité, figurées en rouge foncé, rouge clair et grenat,
- du **règlement** qui s'applique au zonage réglementaire défini ci-dessus.

Ces documents réglementaires sont accompagnés de cartes ou annexes présentant plus en détail le travail réalisé.

1.1.4. LES RAISONS DE LA PRESCRIPTION DES PPR SUR CE SECTEUR

Les raisons pour lesquelles les services de l'État ont engagé une procédure d'élaboration des Plans de Prévention du Risque Inondation (PPRI) sur les territoires des dix-sept communes mentionnées au paragraphe 1.1.1 sont les suivantes :

- la Garonne est soumise à des débordements relativement fréquents qu'il convient de prendre en compte dans l'aménagement,
- les enjeux humains et économiques, même s'ils ne sont pas très importants sur ce périmètre, sont à prendre en compte,

- de plus, comme indiqué au paragraphe précédent, les documents en vigueur, assez anciens, nécessitent une réactualisation des règles d'aménagement, et notamment une préservation des champs d'expansion des crues ; pour ce faire, l'inconstructibilité est la règle générale d'établissement de ces documents. Il y a donc lieu d'établir un document réglementaire permettant maintenant de pérenniser ces champs d'expansion sur le territoire.

Les études ont porté sur l'ensemble du bassin constitué par les dix-sept communes pour aboutir à l'élaboration d'un projet de PPR propre à chacune des communes. Dans le cadre de :

- la concertation en continu avec la population, tout ou partie des populations des communes du bassin d'étude a été associée lors de la tenue de deux réunions publiques menées à chaque fois en trois lieux différents pour être au plus près des territoires communaux concernés,
- l'association des collectivités territoriales, des réunions bilatérales (services de l'État / communes) ou plénières se sont tenues tout au long de l'étude avec les communes concernées.

1.1.5. LES RAISONS DE L'ARRÊT DE LA PROCÉDURE DEPUIS 2011 ET DE SA REPRISE EN 2013

La procédure d'élaboration du PPR a été engagée principalement en 2010 et s'est poursuivie en 2011 par la réalisation, en octobre et novembre, d'une enquête publique sur le document. Toutefois, les services de l'État ont souhaité retirer ce dossier de la procédure d'approbation car, en juillet 2011, est parue au Journal Officiel une circulaire identifiant précisément le mode de calcul de la zone de sur-aléa à prendre en compte dans le zonage réglementaire à l'arrière des digues (zone de danger lors de la rupture potentielle de l'ouvrage).

Ainsi, sur le document passé en enquête en 2011, cette zone était identifiée avec une largeur de 100 m en arrière de la crête de l'ouvrage et la circulaire demande à prendre maintenant une largeur égale à 100 fois la charge hydraulique sur l'ouvrage.

Les digues contenant, sur le secteur d'étude, les écoulements vers le casier hydraulique « Barie-Fontet » sont des ouvrages présentant, sur la majeure partie du linéaire, des hauteurs de plus d'1m ; Compte tenu de cette nouvelle règle de définition de l'aléa en arrière des ouvrages, cette zone se trouvait ainsi largement minimisée dans le document mis à l'enquête et la compatibilité du document avec les textes remis en cause.

Par ailleurs, diverses prescriptions réglementaires n'étaient pas non plus en cohérence avec ces mêmes principes édictés dans les documents réglementaires sur des secteurs voisins et les services de l'État ont également voulu assurer une cohérence réglementaire dans le département.

Ainsi, au vu de ces deux raisons, le préfet de la Gironde a préféré attendre et reprendre les analyses en prenant en compte ces incohérences, et ainsi présenter maintenant un document en adéquation avec les textes en vigueur.

1.2. MÉTHODOLOGIE D'ÉLABORATION DE LA RÉVISION DES PER EN PPR

L'élaboration des documents, couplée à une concertation permanente entre le maître d'ouvrage, le bureau d'études et les différents services, ou municipalités, s'est déroulée (en tenant compte du fait que la ligne d'eau de référence des documents de 1992 ne devait pas être modifiée) en plusieurs étapes présentées aux chapitres suivants, à savoir :

- une actualisation de la carte des enjeux,
- une actualisation de la carte des aléas,
- l'élaboration du zonage et d'un règlement.

Dans le cadre de cette élaboration, un partenariat a été établi entre les différents acteurs concernés (élus locaux, services de l'État, bureau d'études, ...), afin d'organiser une coopération, un dialogue, et une réflexion partagée à tous les stades d'élaboration du document.

Ainsi, plusieurs réunions (plénières) d'association, de concertation et de présentation ont été organisées avec les élus :

- ✚ première préparatoire, tenue le 8 septembre 2008 avant désignation du bureau d'études, a permis de présenter la démarche de la révision aux élus,
- ✚ la première réunion, tenue le 16 mars 2009, a permis de présenter le bureau d'études retenu (ARTELIA qui avait pour dénomination sociale SOGREAH à ce moment-là) et de repréciser la procédure et la teneur des études, ainsi que les modalités de la concertation,
- ✚ la deuxième réunion, tenue le 9 septembre 2009, a permis de présenter le travail réalisé par le bureau d'études ARTELIA jusqu'à la détermination des enjeux, en intégrant notamment la numérisation des cartes des paramètres physiques de l'inondation ; les documents établis (paramètres physiques et enjeux) ont été donnés aux élus pour validation dans un délai d'un mois. Cette réunion a également permis aux membres de préparer les modalités pratiques des réunions publiques menées au novembre,
- ✚ la troisième réunion, tenue le 7 avril 2010, a permis au bureau d'études de présenter le travail sur l'aléa et sur les principes retenus pour l'élaboration du zonage. Les cartes des aléas et du zonage ont été remises à chaque commune pour validation dans un délai d'un mois,
- ✚ la quatrième réunion, tenue le 16 juin 2010, a permis aux services de l'État de présenter en détail les orientations nouvelles reprises dans le règlement et aux élus d'émettre des remarques adaptées au territoire.
- ✚ La cinquième réunion, tenue le 18 janvier 2013, a permis aux services de l'Etat de présenter la démarche de modification du projet de PPRI à l'ensemble des membres du COPIL.
- ✚ la sixième réunion, tenue le 12 avril 2013, a permis aux services de l'État de présenter l'actualisation de la zone de sur-aléa élaborée en regard de la prise en compte de la circulaire de juillet 2011 et des modifications réglementaires envisagées.

Par ailleurs, le public a été informé du déroulement de l'étude lors de 3 séries de réunions publiques qui se sont tenues en novembre 2009, octobre 2010, mai et juin 2013.

Chacune de ces 3 séries de réunions s'est tenue à chaque fois en des lieux différents répartis sur le territoire d'étude.

La première série de réunions, qui a présenté le contexte des risques en France et en Gironde, le cadre réglementaire des PPR et les analyses menées sur le contexte hydraulique de sa réalisation et sur la détermination des enjeux sur le territoire, s'est tenue à :

- ✓ GIRONDE-SUR-DROPT le 23 novembre 2009,
- ✓ CAUDROT le 26 novembre 2009,
- ✓ FONTET le 10 décembre 2009.

La deuxième série de réunions, qui a repris la présentation de la première série en y ajoutant la détermination de la carte de l'aléa, de celle du zonage réglementaire et une explication du règlement associé au zonage, s'est tenue à :

- ✓ ST-PIERRE D'AURILLAC LE 5 OCTOBRE 2010,
- ✓ LA RÉOLE LE 6 OCTOBRE 2010,
- ✓ BARIE LE 7 OCTOBRE 2010.

Au cours de chacune de ces réunions, a été distribuée à chaque personne présente, une plaquette présentant, outre la démarche et le secteur d'étude, les résultats des analyses et les adresses ou courriels permettant à chacun de contacter le service de l'État en charge de la démarche.

La troisième série de réunions publiques, qui a essentiellement présenté les modifications de la zone de sur-aléa réalisée récemment et les évolutions réglementaires envisagées s'est tenue à :

- ✓ BARIE LE 13 MAI 2013, pour présenter les évolutions à la population des communes de Barie, Bassanne et Floudès,
- ✓ CAUDROT LE 11 JUIN 2013, pour présenter les évolutions à la population de toutes les communes du PPR.

Signalons enfin que le bureau d'études ARTELIA a rencontré, en réunion bilatérale spécifique, les élus à deux reprises au cours de la mission d'élaboration du document :

- ↳ en avril, mai et juin 2009, pour préciser les limites des aléas définies en 1992 et actualiser les enjeux présents sur ces territoires,
- ↳ en avril et mai 2010, pour identifier les interrogations des élus après la diffusion d'une première version du zonage sur chaque commune.

Une réunion bilatérale avec les services de l'Etat, les représentants des communes de Barie, de Bassanne, de Floudès, de Fontet et de la Réole s'est tenue le 20 juin 2013 en présence de Madame Faure, députée de la douzième circonscription de la Gironde.

Suite à cette série de réunions formelles et informelles, une consultation officielle a été lancée le 31 juillet 2013 par courrier du Service Risques Gestion de Crise de la D.D.T.M. de la Gironde adressé aux P.P.A. Les P.P.A. concernées sont, les communes, communautés de communes, le Conseil Général de la Gironde, le Conseil Régional Aquitain, la Chambre d'Agriculture de la Gironde et le Centre Régional de la Propriété Forestière Aquitaine. Ces derniers ont deux mois, conformément aux dispositions des articles R 562-7 et R 562-8 du Code de l'Environnement pour faire part de leurs avis respectifs et ce, en vue de la tenue d'une enquête publique qui débute le 04 novembre 2013 pour s'achever le 06 décembre 2013.



2. ÉLABORATION TECHNIQUE DE LA RÉVISION DU PER EN PPR SUR LE BASSIN D'ÉTUDE

2.1. CONCLUSIONS DES ANALYSES MENÉES EN 1992 POUR L'ÉLABORATION DES PER

2.1.1. HYDROLOGIE

La Garonne, au droit de La Réole, présente un bassin versant de l'ordre de 51 220 km², drainant une partie des Pyrénées et du Massif Central, qui peuvent, chacun séparément ou en concomitance, générer des événements de crues très importants.

Lors de l'élaboration des documents réglementaires en 1992, une étude hydraulique avait été réalisée par le LCHF pour caractériser les crues sur le bassin d'étude.

Des analyses menées sur les stations de La Réole et de Mas d'Agenais (légèrement en amont de La Réole), il avait été retenu les débits caractéristiques suivants :

Période de retour (années)	Débits (m ³ /s)
10	5 700
20	6 300
50	7 100
100	7 700
200	8 250
1 000	9 600

Les crues historiques répertoriées au droit de La Réole ont fait l'objet d'une analyse et il faut retenir les principales valeurs suivantes :

Date de la crue	Débit estimé (PARDE) (m ³ /s)
Avril 1770	7 400
Juin 1875	7 500
Mars 1927	6 300
Mars 1930	7 500
Février 1952	6 700
Décembre 1981	5 600

Notons ici que le secteur d'étude est soumis à l'influence de la remontée de la marée océanique, mais uniquement sur des périodes de débits courants ou d'étiage. En effet, dès la survenue d'une crue annuelle, les niveaux en amont de Langon ne sont plus influencés par la marée (même pour une vive-eau exceptionnelle) ; ainsi, nous ne retiendrons pas sur ce secteur en tant qu'événement historique, l'événement de décembre 1999, qui est un épisode essentiellement maritime, et qui n'a donc pas affecté sensiblement ce territoire.

2.1.2. NIVEAUX DE LA CRUE DE RÉFÉRENCE RETENUS EN 1992

Afin de caractériser une crue de référence sur le secteur d'étude, le LCHF a élaboré en 1986 une modélisation mathématique des écoulements sur le secteur, prenant en compte la réalité des aménagements présents en cette année 1986 (fonds de la Garonne abaissés par les extractions, digues élaborées, ...).

Comme les crues historiques identifiées n'ont pas une période de retour centennale (7 500 m³/s pour celles de 1875 et de 1930), la modélisation, après calage du code sur différentes crues (1981, 1930), a simulé une crue de référence centennale de 7 700 m³/s.

En fonction de la topographie du lit en 1986 et des aménagements en lit majeur (digue, occupation des sols, ...), les calculs ont montré que la crue de référence centennale à 7 700 m³/s passerait en aval de Barie avec des cotes légèrement inférieures à la crue de 1930 (cf. crue historique en cartographie générale au 1/10 000) d'un débit pourtant supérieur, et avec des cotes à peu près identiques en amont de ce même point.

Ceci s'explique par l'influence sensible de l'abaissement conséquent du lit mineur, postérieur à 1955, et aux extractions de matériaux réalisées à partir de cette date.

Cette ligne d'eau, calculée pour la crue centennale (7 700 m³/s) a permis de caractériser les hauteurs et vitesses d'écoulement sur l'ensemble de cette zone de 17 communes, paramètre ayant permis d'aboutir à la caractérisation de l'aléa retenu pour l'élaboration du PER en 1992.

2.2. CARACTÉRISATION DES ALÉAS DANS LE CADRE DE CETTE RÉVISION DU PPR

2.2.1. NIVEAUX DE LA CRUE DE RÉFÉRENCE DU PPR

Depuis les études hydrauliques menées en 1986 par le LCHF sur ce secteur, aucune crue importante susceptible de remettre en cause les analyses hydrologiques produites n'est intervenue : la crue de référence retenue n'est donc pas modifiée et ce sera la crue centennale avec 7 700 m³/s.

Par ailleurs, depuis 1986, aucun aménagement particulier du lit majeur n'a été réalisé (notamment aucune digue n'a été modifiée), hormis la mise en œuvre de la déviation de La Réole avec le nouveau pont au lieu-dit « L'île », 1,5 km en amont du pont de La Réole.

Toutefois, les études menées pour dimensionner les ouvrages hydrauliques sous cette déviation ont permis de mettre en évidence des impacts liés au projet, avec toutes les mesures constructives imposées (section d'ouverture du pont principal et sections des ouvrages de décharge dans le casier de Fontet). Ces impacts calculés ne sont au maximum que de 5 cm environ en lit mineur, et de 20 cm environ dans le lit majeur, entre la déviation et la digue de Tartifume.

Ces impacts, très localisés et avec des valeurs faibles, ne sont donc pas susceptibles de modifier, même sensiblement, les hauteurs d'eau et les vitesses d'écoulement identifiées pour le PER en 1992.

Au vu de l'ensemble de ces remarques précédentes, les services de l'État ont décidé que, pour élaborer la révision du PPR sur l'ensemble des 17 communes de ce secteur, les cotes de référence de l'événement retenu pour l'élaboration du document réglementaire en 1992 resteraient identiques.

2.2.2. PRISE EN COMPTE DE DONNÉES NOUVELLES POUR CARACTÉRISER L'ALÉA RETENU

2.2.2.1. CARTOGRAPHIE GÉNÉRALE

Comme identifié précédemment, les cotes de référence (et donc globalement les hauteurs d'eau et les vitesses d'écoulement) ne seront pas modifiées par rapport à celles identifiées en 1992. Toutefois, après vectorisation précise de ces paramètres et dans le cadre de la mission de notre bureau d'études pour élaborer cette révision, une concertation s'est engagée avec la commune pour définir au plus près les hauteurs d'eau notamment.

Ainsi, une rencontre bilatérale entre le bureau d'études et les élus a permis de vérifier très en détail, avec visualisation terrain éventuelle, le tracé de la limite d'inondation et des limites des hauteurs 1 m d'eau.

Par ailleurs, dans le cadre de la concertation mise en œuvre avec les élus, l'État a demandé à chaque commune de porter à sa connaissance tous les éventuels levés topographiques concernant un secteur plus ou moins important situé en zone inondable potentielle.

Au final, les cartes des hauteurs d'eau et des vitesses ont donc pu être modifiées très localement par rapport aux cartes de 1992, mais toujours pour se rapprocher au plus près de la réalité physique de la topographie du terrain, et sans changement de la cote de la crue retenue. Ces cartes ont été fournies aux élus pour validation.

Par ailleurs, à partir des cartes des paramètres physiques, il a été établi sur chaque commune, la carte des aléas (cf. carte annexe du PPR), réalisée par croisement des deux paramètres précédents. Ainsi, sur cette carte, apparaissent :

- ↳ la zone d'aléa faible pour la crue retenue, regroupant les secteurs où les hauteurs d'eau sont inférieures à 1 m ET les vitesses d'écoulement inférieures à 0,50 m/s,
- ↳ la zone d'aléa fort pour la crue centennale, regroupant les secteurs où les hauteurs d'eau sont supérieures à 1 m OU les vitesses d'écoulement supérieures à 0,50 m/s.

Cette carte, fournie aux élus et validée par ces derniers lors des réunions postérieures, fait l'objet des cartes fournies en cartographie annexe (carte générale au 1/10 000 et carte de la commune au 1/10 000).

2.2.2.2. CAS PARTICULIER DE LA ZONE DE SUR-ALÉA EN ARRIÈRE DES ENDIGUEMENTS EXISTANTS

Pour identifier la longueur de cette zone de danger en arrière de digues sur les communes de Barie, Bassanne, Floudès, Fortet, La Réole (rive gauche du fleuve), Castets en Dorthe et Puybarban (les autres communes n'ont pas de digues identifiées sur leur territoire), il a été réalisé un levé de géomètre très précis et avec une densité inférieure à 50 m en linéaire.

Ce levé a permis de relever l'altimétrie de la crête de la digue et du terrain immédiatement en arrière. Par identification d'une valeur égale à 100 fois la différence entre ces deux points, la zone de danger (sur-aléa) a donc pu être déterminée sur l'ensemble des linéaires en arrière des ouvrages de ces communes. Cette zone a ainsi été reportée sur les cartes de zonage produites en fin de procédure.

2.3. ÉLABORATION DE LA CARTE DES ENJEUX

2.3.1. MÉTHODOLOGIE

Une des préoccupations essentielles dans l'élaboration du projet de PPR consiste à apprécier les enjeux, c'est-à-dire les modes d'occupation et d'utilisation du territoire dans la zone à risque.

Cette démarche a pour objectifs :

- a) L'identification, d'un point de vue qualitatif, des enjeux existants et futurs,
- b) L'orientation des prescriptions réglementaires et des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui seront définies ensuite dans le document réglementaire.

Le recueil des données nécessaires à la détermination des enjeux a été obtenu par :

- visite sur le terrain,
- enquête auprès des élus et des services techniques des communes concernées, portant sur les éléments suivants situés en zone inondable :
 - l'identification de la nature et de l'occupation du sol,
 - l'analyse du contexte humain et économique,
 - l'analyse des équipements publics et voies de desserte et de communication,

Les enjeux humains et socio-économiques des crues ne sont analysés qu'à l'intérieur de l'enveloppe maximale des secteurs potentiellement inondés.

La prise en compte des enjeux amène à différencier dans la zone d'étude :

- les secteurs urbains, vulnérables en raison des enjeux humains et économiques qu'ils représentent ; il s'agit d'enjeux majeurs,
- les autres espaces, qui eux contribuent à l'expansion des crues par l'importance de leur étendue et leur intérêt environnemental ; il s'agit des espaces agricoles, des plans d'eaux et cours d'eau et des espaces boisés.

L'analyse des enjeux est présentée ici en synthèse globale sur les 17 communes riveraines de la Garonne. L'objectif de cette identification globale est de mettre en évidence la nature de l'utilisation et de l'occupation des espaces en zone inondable à une échelle territoriale.

Par ailleurs, l'annexe 2 du présent document présente, par commune et sous forme de fiches, le détail du recensement effectué. Il y a donc lieu de se reporter à cette annexe pour vérifier l'ensemble des éléments recensés par les enquêtes menées sur chaque commune concernée.

L'analyse des enjeux a fait l'objet d'une cartographie générale (échelle 1/10 000) portée en cartographie annexée, ainsi que, pour la commune, d'une carte spécifique à échelle 1/10 000.

2.3.2. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DES ENJEUX ACTUELS

2.3.2.1. L'HABITAT

Le tableau suivant précise la population exposée au risque dans l'emprise maximale de la zone inondable identifiée lors de la définition de l'aléa.

Commune	Type d'habitat concerné	Population exposée	
		Nombre	Pourcentage de population exposée
Barie	Regroupé et diffus	299	100
Bassanne	Regroupé et diffus	74 à 80	89 à 96
Blaignac	Diffus	20	7
Casseuil	Regroupé	60	16
Castets en Dorthe	Regroupé et diffus	26 à 28	21 à 22
Castillon de Castets	Diffus	14	5
Caudrot	Regroupé et diffus	384	39
Floudès	Regroupé et diffus	112	110
Fontet	Regroupé et diffus	112 à 137	15 à 18
Gironde sur Dropt	Regroupé et diffus	120	11
La Réole	Regroupé et diffus	573 à 595	13 à 14
Loupiac de La Réole	Regroupé et diffus	11	2,5
Puybarban	Diffus	18	4
St-Loubert	Diffus	2	1
St-Martin de Sescas	Regroupé et diffus	8	2
St-Pardon de Conques	Diffus	4	1
St-Pierre d'Aurillac	Regroupé	76	6

Ces chiffres ont été obtenus en concertation avec les élus rencontrés dans chaque commune, en détaillant au mieux les logements occupés.

Au total, il a été dénombré, lors des rencontres avec les élus, entre 1 913 et 1 969 personnes vivant en zone inondable dans notre secteur d'étude, dont entre 1 411 et 1 438 de ces personnes vivant en habitat regroupé. Au final, 15 % de l'ensemble de la population du secteur d'étude est susceptible d'être touchée par le risque inondation (d'après les données INSEE sur la population recensée en 2006).

Il faut également noter que 2 communes sont totalement submergées en cas de crue (Barie et Floudès), et que Bassanne est également très touchée. En termes de population, La Réole est la commune la plus exposée puisque 30 % de la population vivant en zone inondable dans le secteur vit dans cette commune. On peut également remarquer que les communes de Barie et Caudrot comptent 15 et 20 % de la population touchée par les inondations.

2.3.2.2. LES ACTIVITÉS

Les communes concernées par la procédure PPR s'inscrivent plutôt en zone semi-rurale. L'agriculture est présente, mais certaines communes possèdent une activité économique importante. La Réole est un fort bassin d'emplois, dont une partie est en zone inondable. Parmi les différentes zones d'emplois, on peut recenser :

- Barie : ferme pédagogique, éditeur, élagueur, atelier de peinture, artisan maçon, 16 exploitations agricoles, soit 30 emplois concernés,
- Casseuil : brocante, soit 1 emploi concerné,
- Castets en Dorthe : restaurant, soit 2 emplois concernés,
- Caudrot : atelier de fer forgé et garage, entreprise d'embouteillage et de stockage, usine GF3M, soit 35 emplois concernés,
- Floudès : 2 tailleurs de pierre, buvette (licence IV), 2 exploitants maraîchers, soit 5 emplois concernés,
- Fontet : casse auto, siège de la carrière d'extraction des Granulats d'Aquitaine, soit 8-9 emplois concernés,
- Gironde sur Dropt : prothésiste dentaire, atelier de sellerie, atelier de peinture, agence de communication, soit 5 emplois concernés,
- La Réole : atelier de peinture, pharmacie, carrosserie, famille d'accueil, cabinet d'assurances, société événementielle, divers commerces, bars, auto-moto-bateau école, société informatique, mission inter-emploi, association, magasin GÉDIMAT, entreprise d'enduits, menuiserie, soit environ 67-74 emplois concernés,
- Loupiac de La Réole : exploitation agricole, soit 1 emploi concerné,
- St-Pierre d'Aurillac : supérette, soit 4-5 emplois concernés.

2.3.2.3. LES ÉQUIPEMENTS PUBLICS

Les principaux enjeux en matière d'équipements publics résident dans quelques équipements publics et dans les voies de communication (voirie départementale et communale).

Les mairies de Barie, Bassanne, Floudès, les églises et/ou cimetières de Barie, Bassanne, Caudrot, Floudès, se situent en zone inondable. Mais on peut également citer de nombreuses pompes de relevage ou stations de production d'eau potable, des stations d'épuration, des ateliers de services techniques, des salles de convivialité, des salles de réunion, des maisons éclésiastiques, qui sont autant d'équipements publics situés en zone inondable.

Les principales voies de communication (hors voirie communale) coupées en cas de crue sont :

- RD226,
- RD226^{E3},
- RD226^{E1},
- RD113,
- RD225,
- RD225^{E2},
- RD15,
- RD12,
- RD9,
- RD9^{E1}.

À noter que la station d'épuration de La Réole est en cours de réhabilitation et ne devrait plus se trouver, après mise aux normes et déplacement, en zone inondable.

2.3.2.4. LE TOURISME, LE SPORT ET LES LOISIRS,

De nombreux enjeux liés au tourisme, au sport et aux loisirs sont touchés par le risque inondation. Il s'agit de :

- cales de mise à l'eau de Barie et La Réole,
- stades de Barie, Caudrot, Floudès (terrain de tennis), La Réole (jeu à 13 et rugby),
- gymnase de Barie,
- salle multi-activités de Barie, Bassanne (moulin de Plis),
- sentiers de randonnées de Barie, Castillon de Castets, Caudrot,
- l'aire de repos de Dropt (fermée mais projet d'aire de covoiturage), de Gironde-sur-Dropt,
- piste cyclable (voie verte sur les berges du canal latéral de la Garonne),
- aérodrome de La Réole (situé à Floudès),
- hippodrome de La Réole,
- circuit d'auto-modélisme de La Réole,
- camping municipal de La Réole,
- Aviron Réolais,
- Quais de La Réole (halles, marché),
- Festival inter-communal de St-Pierre d'Aurillac.

2.3.2.5. LES ESPACES NATURELS ET AGRICOLES

Ces espaces occupent une grande partie de la zone inondable ; ils correspondent globalement à ce que l'on désigne comme champ d'expansion des crues.

Les espaces naturels sont, pour la plupart, en dehors de ce secteur constitué de prairies, terres agricoles (maïs, osier, vergers) et quelques bois et peupleraies.

2.3.2.6. GESTION DU TERRITOIRE : LES DOCUMENTS D'URBANISME

Les communes, à l'exception de Barie, Caudrot et Floudès, sont dotées de documents d'urbanisme en cours d'élaboration ou opposables. Ainsi :

- Barie : sous le régime du RNU,
- Bassanne : carte communale approuvée en 2009,
- Blaignac : carte communale approuvée en 2006,
- Casseuil : carte communale approuvée en 2005,
- Castets en Dorthe : PLU approuvé en 2007,
- Castillon de Castets : carte communale approuvée en 2009,
- Caudrot : sous le régime du RNU,
- Floudès : sous le régime du RNU,
- Fontet : carte communale approuvée en 2003,
- Gironde sur Dropt : PLU approuvé en 2006,
- La Réole : PLU approuvé en 2008,
- Loupiac de La Réole : carte communale approuvée en 2005 (révisée en 2008),
- Puybarban : carte communale en cours d'élaboration,
- St-Loubert : carte communale,
- St-Martin de Sescas : PLU en cours d'élaboration,
- St-Pardon de Conques : carte communale approuvée en 2005 (révisée en 2008),
- St-Pierre d'Aurillac : POS révisé en 2002 et 2005.

À noter que certaines communes ont élaboré ou sont en train d'élaborer un Plan Communal de Sauvegarde – PCS (Barie, Bassanne, Castillon de Castets, Floudès).

2.3.3. PRÉSENTATION DES PROJETS SUR L'ENSEMBLE DE LA ZONE

Des projets à court terme, présentés par les municipalités, ont été recensés sur l'ensemble du secteur ; il s'agit d'une liste ne préjugant pas de leur autorisation et réalisation future.

En effet, les principes retenus pour élaborer les documents réglementaires de PPRN ne permettront pas à l'État de valider systématiquement chacun des projets. Ainsi, tout projet correspondant à la réalisation d'un habitat temporaire ou définitif en zone inondable a été examiné avec attention et, plus particulièrement, seront interdit dans le cadre de ce document tout projet de réalisation d'un établissement recevant du public (ERP).

Les projets qui nous ont été précisés dans le cadre de nos visites sont :

- Blagnac : extension du site d'extraction des Granulats d'Aquitaine,
- Castets en Dorthe : projet de halte nautique et port (54 places),
- Caudrot : projet éventuel de tribune au stade,
- Floudès : projet de lieu de vie (réservé aux parachutistes),
- Fontet : projet éventuel et à moyen terme, en concertation avec la Communauté de Communes, de l'aménagement du site de la carrière d'extraction (à la fin de l'exploitation de celle-ci),
- Gironde sur Dropt :
 - projet de piste cyclable le long du Dropt et piste de liaison vers La Réole,
 - projet d'extension du cimetière,
 - projet d'aire de micro-stockage de bois pour chaufferie,
 - projet d'aire de covoiturage sur l'aire du Dropt (commune de Casseuil),
- La Réole :
 - projet de piste cyclable (trajet à définir),
 - projet d'extension de l'atelier municipal (garage de véhicules de chantier),
 - projet de halle commerçante sur les quais (ossature et emplacements amovibles),
 - projet de sanitaires et accueil du camping,
 - projet de sanitaires de l'hippodrome (installations amovibles).
- St-Martin de Sescas : projet de piste cyclable (trajet à définir),
- St-Pierre d'Aurillac :
 - projet de stationnement de caravanes (uniquement l'été) à l'emplacement de l'ancien camping,
 - projet de lotissement.

3. ÉLABORATION DU ZONAGE ET DES PRINCIPES RÉGLEMENTAIRES DU PPR DE LA COMMUNE

3.1. LES PRINCIPES RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux dispositions du Code de l'environnement, les actions de prévention prévues par un P.P.R. s'appliquent non seulement aux biens et activités, mais aussi à toute autre occupation et utilisation des sols, qu'elle soit directement exposée, ou de nature à modifier ou à aggraver les risques.

Ainsi, le P.P.R. peut réglementer, à titre préventif, toute occupation ou utilisation physique du sol, qu'elle soit soumise ou non à un régime d'autorisation ou de déclaration, assurée ou non, permanente ou non.

En conséquence, le P.P.R. s'applique notamment aux :

- ✓ bâtiments et constructions de toute nature,
- ✓ murs et clôtures,
- ✓ terrains de camping et de caravanage,
- ✓ équipements de télécommunication et transports d'énergie,
- ✓ plantations,
- ✓ dépôts de matériaux,
- ✓ affouillements et exhaussements du sol,
- ✓ carrières,
- ✓ aires de stationnement,
- ✓ démolitions de toute nature,
- ✓ occupations temporaires du sol,
- ✓ drainages de toute nature,
- ✓ méthodes culturales,
- ✓ autres installations et travaux divers.

Les dispositions du P.P.R. prennent en compte les phénomènes physiques connus et leurs conséquences prévisibles sur les occupations du sol présentes et futures, pour la crue de référence qui, sur le secteur, présente une période de retour centennale.

L'élaboration du zonage réglementaire repose, d'une part sur l'application des directives ministérielles en matière de maîtrise de l'occupation des sols en zone inondable et, d'autre part, sur la prise en compte du contexte local.

Ainsi, compte tenu de la présence de nombreuses digues sur le secteur, il a été rajouté, comme préconisé par la circulaire de juillet 2011, une zone de danger lié à la possibilité de rupture de ces ouvrages. Cette zone est identifiée comme une bande d'une largeur égale à 100 fois la charge sur la digue (différence entre le niveau d'eau côté rivière et le terrain naturel côté protégé par les digues non submersibles ou différence entre la crête de la digue et le terrain naturel côté protégé par les digues submersibles) en arrière de toutes les digues identifiées sur les cartes des aléas de toutes les communes concernées.

Par ailleurs, pour respecter également les directives d'élaboration de ces documents, une différenciation dans le cadre de la gestion des sols a été faite en zone d'expansion de crue (zone pas ou peu urbanisée, indispensable au stockage des importants volumes d'eau apportés par la crue), entre celles étant exposées à des aléas faibles ou forts.

De plus, il a été pris en compte la notion de « centre urbain » (ancienneté et historique du bâti, multiplicité des usages, densité et continuité du bâti), pour identifier une certaine autorisation de continuité d'urbanisation dans ces secteurs pour des aléas plus importants que les aléas faibles retenus par ailleurs. Ainsi, sur notre secteur, et uniquement pour le bord des quais de La Réole, considéré comme centre urbain, un caractère urbanisable avec prescription spécifiques a été retenu pour des hauteurs d'eau allant jusqu'à 2 m.

Le zonage réglementaire résulte donc au final du croisement des aléas et des enjeux selon le schéma suivant :

		Zones peu ou pas urbanisées	Zones urbanisées	
			Centre urbain	Hors centre urbain
Aléa faible		Rouge clair	Bleue	Bleue
Aléa fort	Zone en arrière de digue	Granat	Granat	Granat
		Rouge foncé	-2 mètres Violette	+2 mètres Rouge foncé

Ce zonage réglementaire est reporté, à l'échelle du 1/5 000, sur support cadastral disponible auprès des services de la DDTM de la Gironde, et a également fait l'objet (cf. cartes annexes) d'une carte générale sur l'ensemble du secteur à l'échelle du 1/10 000.

3.2. LE ZONAGE RETENU

3.2.1. LA ZONE ROUGE FONCÉ

C'est la partie du territoire soumis aux aléas les plus forts dont l'enjeu principal est d'assurer la sécurité des personnes, en interdisant les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses où la sécurité des personnes ne peut être garantie, tout en préservant les possibilités d'expansion de la crue.

Est classé en zone rouge foncé tout territoire communal situé à plus de 100 fois la hauteur de charge sur l'ouvrage de protection soumis au phénomène d'inondation dans les conditions suivantes :

- * sous une hauteur d'eau par rapport à la cote de l'aléa centennal supérieure à 1 mètre et/ou une vitesse supérieure à 0,5 m/s dans les zones urbanisées autres que centres urbains,
- * sous une hauteur d'eau par rapport à la cote de l'aléa centennal supérieure à 2 mètres dans les centres urbains,
- * sous une hauteur d'eau par rapport à la cote de l'aléa centennal supérieure à 1 m et/ou une vitesse supérieure à 0,5 m/s dans les zones urbanisées,
- * le lit mineur du cours d'eau.

Ces secteurs correspondent également dans leur grande majorité (hors zones urbanisées) aux zones d'expansion des crues. Leur vocation première est de permettre un stockage des eaux pour favoriser l'écrêtement de la crue. Pour cela, il est nécessaire de laisser cet espace le plus libre possible de toute construction volumétrique.

Les contraintes réglementaires définies pour cette zone visent donc à :

- ✓ éviter l'implantation de toute nouvelle population,
- ✓ éviter toute augmentation des risques sur les biens et les personnes menacées par les crues,
- ✓ ne pas modifier les conditions actuelles d'écoulement des eaux et les capacités de stockage du lit majeur de façon à ne pas aggraver les conséquences des inondations.

3.2.2. LA ZONE ROUGE CLAIR

C'est la partie du territoire situé en zone d'aléa faible dont l'enjeu principal est de permettre l'expansion de la crue.

Est classé en zone rouge clair tout territoire communal considéré comme peu ou pas urbanisée et soumis au phénomène d'inondation, à la fois sous une hauteur d'eau par rapport à la cote de l'aléa centennal inférieure à 1 mètre et à une vitesse inférieure à 0,5 m/s.

Les contraintes réglementaires définies pour cette zone visent donc à :

- ✓ éviter toute augmentation des risques sur les biens et les personnes menacées par les crues,
- ✓ ne pas modifier les conditions actuelles d'écoulement des eaux et les capacités de stockage du lit majeur de façon à ne pas aggraver les conséquences des inondations.

3.2.3. LA ZONE GRENAT

Cette zone correspond à la zone de danger située à l'arrière d'une digue : il s'agit de la zone d'aléa fort située à l'arrière d'une digue dans laquelle, les phénomènes de surverses et/ou de rupture de la digue peuvent générer des phénomènes de "turbulences" importants. Elle est constituée de la zone située à moins de 100 fois la distance entre la hauteur d'eau maximale atteinte lors de la crue de référence à l'amont d'une digue et le terrain naturel immédiatement derrière l'ouvrage.

3.2.4. LA ZONE BLEUE

C'est la partie du territoire déjà urbanisée et située en zone d'aléa faible, dans laquelle une urbanisation complémentaire est possible, sous réserve de mesures de réduction de la vulnérabilité.

La zone bleue correspond aux secteurs urbanisés situés en zone inondable sous une hauteur d'eau inférieure à 1 m par rapport à la crue de référence centennale et soumis à des vitesses de moins de 0,5 m/s.

Le développement n'y est pas interdit ; il y est réglementé afin de tenir compte du risque inondation.

Cette zone a été délimitée à partir d'une topographie générale au 1/10 000, mais dans tous les cas, seule la connaissance de la topographie locale précise et la vérification des niveaux de plancher des immeubles par rapport à la cote de référence permettent de quantifier le risque réel et de prendre les mesures de précaution adaptées à ce risque. Il est de la responsabilité des propriétaires de connaître le nivellement de leur terrain et l'altitude des planchers de leur immeuble.

Les prescriptions fixées pour la zone bleue ont pour objectifs :

- ✓ la réduction des activités pouvant présenter un risque et la prévention des dommages à l'environnement par l'intermédiaire des eaux du fleuve en crue,
- ✓ la limitation de l'exposition directe à l'inondation des logements,
- ✓ et, pour la construction neuves, l'obligation d'intégrer la connaissance du risque dans les techniques constructives et dans l'occupation des niveaux inondables.

3.2.5. LA ZONE VIOLETTE

Il s'agit dans les centres urbains :

- * pour des bourgs très contraints ne disposant pas de conditions de développement alternatives, et dont le cœur de bourg est situé tout ou partie en zone d'aléa fort, de maintenir une constructibilité résiduelle dans les centres urbains situés sous moins de 2 m d'eau,
- * pour des cœurs de bourg à forte valeur patrimoniale (bastide...), de permettre, par le maintien d'une constructibilité résiduelle dans les centres urbains situés sous moins de 5 m d'eau la revitalisation de ces sites.

Sur notre territoire, cette zone ne concerne qu'une partie de l'habitat ancien situé en bordure des Quais de La Réole.

3.3. LES PRESCRIPTIONS

Il est rappelé ici que la principale prescription consiste, pour tout aménagement nouveau, en une mise hors d'eau de la partie vulnérable de celui-ci.

Les documents réglementaire (zonages) par communes identifient donc, entre deux isocotes figurées en vert, la cote de seuil à retenir pour que cet aménagement soit hors d'eau lors d'une crue de cette ampleur.

Cette cote de seuil a été déterminé en retenant la valeur de la cote du plan d'eau maximal de la crue sur l'isocote amont, augmentée de 0,20m pour se prémunir des oscillations du plan d'eau en crue et des quelques incertitudes liées à la méthodologie d'étude et aux données disponibles.

Outre les prescriptions d'urbanisme et les règles de construction précitées, le PPR peut définir des mesures de prévention, de protection ou de sauvegarde pour les constructions, ouvrages, espaces mis en culture ou plantés, existants à la date d'approbation du PPR, en application du point 4 du paragraphe II de l'article L.562-1 du Code de l'Environnement. Ces mesures peuvent être rendues obligatoires dans un délai de cinq ans.

Ces travaux, imposés à des biens construits ou aménagés conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme avant l'approbation du plan et mis à la charge des propriétaires, exploitants ou utilisateurs, ne peuvent porter que sur des aménagements limités dont le coût est inférieur à 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du plan.

Dans ce cadre, les services de l'État et les élus ont réfléchi à la question « *Comment diminuer le coût des dégâts, c'est-à-dire comment diminuer la vulnérabilité des biens existants au regard des inondations ?* ».

Le règlement du P.P.R. identifie les mesures prises à ce titre.

3.4. LES RECOMMANDATIONS

Indépendamment des prescriptions définies dans le règlement du P.P.R. et opposables à tout type d'occupation ou d'utilisation du sol, des mesures, dont la mise en application aurait pour effet de limiter les dommages aux biens et aux personnes, peuvent être recommandées tant pour l'existant que pour les constructions futures. Elles visent, d'une part à réduire la vulnérabilité à l'égard des inondations, et, d'autre part, à faciliter l'organisation des secours.

Elles ont pour but :

a) de limiter les risques induits :

Pour les établissements les plus sensibles (distribution de carburants, stockage de denrées périssables, ...), il est recommandé d'exécuter une étude de vulnérabilité spécifique visant :

- à mettre hors d'eau les équipements les plus sensibles,
- à permettre une meilleure protection des personnes et des biens.

b) de faciliter l'organisation des secours :

L'ensemble des recommandations prises dans le cadre de ce document fait l'objet de paragraphes spécifiques dans le règlement du PPR.

4. EFFETS ET PORTÉE DU PPR

4.1. LES OBLIGATIONS

- En application de l'article L.125-2 du Code de l'Environnement, le maire de la commune a l'obligation d'informer la population au moins une fois tous les deux ans, par des réunions publiques communales ou tout autre moyen approprié, sur les caractéristiques du ou des risques naturels connus dans la commune, les mesures de prévention et de sauvegarde possibles, les modalités d'alerte, l'organisation des secours, les mesures prises par la mairie pour gérer le risque, ainsi que sur les garanties prévues à l'article L.125-1 du Code des assurances¹.
- En application de l'article 13 de la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile, le maire de la commune a l'obligation d'élaborer un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) dans le délai de deux ans à compter de la date d'approbation du PPR. Ce document traitera de la gestion de tous les risques naturels identifiés sur le territoire communal.
- En application de l'article L.125-5 du Code de l'Environnement, les acquéreurs ou locataires de biens immobiliers situés dans des zones couvertes par un PPR prescrit ou approuvé doivent être informés par le vendeur ou le bailleur de l'existence des risques visés par ce plan, à savoir, dans le cas présent, le risque d'inondation par débordement direct du fleuve Garonne.

4.2. LE PPR APPROUVÉ EST UNE SERVITUDE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Le PPR vaut servitude d'utilité publique au titre de l'article L.562-4 du Code de l'Environnement. À ce titre, il doit être annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU) conformément aux articles L.126-1 et R.123-14-1° du Code de l'Urbanisme.

Le Préfet est tenu de mettre le maire en demeure d'annexer au document d'urbanisme la nouvelle servitude. Si cette formalité n'a pas été effectuée dans le délai de trois mois, le Préfet y procède d'office.

¹ cf. paragraphe 4.5 relatif aux assurances

L'annexion du PPR au document d'urbanisme s'effectue par une mise à jour en application de l'article R.123-22 du Code de l'Urbanisme.

Cette annexion du PPR approuvé est essentielle ; elle est opposable aux demandes de permis de construire et aux autorisations d'occupation du sol régies par le Code de l'Urbanisme. Les dispositions du PPR prévalent sur celles du PLU en cas de dispositions contradictoires, et s'imposent à tout document d'urbanisme existant.

La mise en conformité du document d'urbanisme avec les dispositions du PPR approuvé n'est réglementairement pas obligatoire, mais elle apparaît nécessaire pour rendre les règles de gestion du sol cohérentes, dès lors que celles-ci sont divergentes dans les deux documents.

Il y a lieu par ailleurs de noter que le PPR n'efface pas les autres servitudes éventuelles identifiées en zone inondable : servitude de marchepied le long des rivières domaniales et servitude constituée par les articles 55 à 61 du Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure.

4.3. LE PPR APPROUVÉ EST OPPOSABLE AUX TIERS

Comme indiqué précédemment, le PPR approuvé s'applique directement lors de l'instruction des demandes de permis de construire et des autorisations d'occupation du sol régies par le Code de l'Urbanisme.

Les règles du PPR, autres que celles qui relèvent de l'urbanisme, s'imposent également aux maîtres d'ouvrage. Ainsi, les maîtres d'ouvrage qui s'engagent à respecter les règles de construction lors du dépôt de permis de construire, et les professionnels chargés de réaliser les projets, sont responsables des études ou dispositions qui relèvent du Code de la construction et de l'habitation en application de son article R.126-1.

Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par ce plan est puni par des peines prévues à l'article L.480-4 du Code de l'Urbanisme.

4.4. LE PPR S'APPLIQUE SANS PRÉJUDICE DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS EN VIGUEUR

En cas de différences entre les règles d'un document d'urbanisme et celles du PPR, les plus contraignantes des deux s'appliquent.

Il peut arriver que les règles d'un document d'urbanisme soient plus contraignantes que celles du PPR.

En effet, la zone inondable non urbanisée peut aussi être un espace à préserver de toute construction, en raison de la qualité de ses paysages, de l'intérêt de ses milieux naturels, de nuisances particulières (odeurs, bruit), ou parce que d'autres servitudes d'utilité publique interdisent la construction.

En zone inondable urbanisée, la prise en compte de la forme urbaine, de la qualité du bâti, de projets d'aménagement d'espaces publics peut aussi conduire, dans les documents d'urbanisme, à des règles plus strictes que celles du PPR.

4.5. LES CONSÉQUENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

L'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles est régie par la loi n°82-600 du 13 juillet 1982, qui impose aux assureurs, pour tout contrat d'assurance dommages aux biens ou aux véhicules, d'étendre leur garantie aux effets des catastrophes naturelles, qu'ils soient situés dans un secteur couvert par un PPR ou non.

Lorsqu'un plan de prévention des risques naturels approuvé existe, le Code des assurances, par son article L.125-6, précise que l'obligation de garantie ne s'impose pas dans les terrains classés inconstructibles par le PPR, sauf pour les *"biens et activités existant antérieurement à la publication de ce plan"*.

Toutefois, les assureurs ne peuvent se soustraire à cette obligation qu'à la date normale de renouvellement d'un contrat ou à la signature d'un nouveau contrat.

Enfin, les assureurs, peuvent sous certaines conditions, déroger à l'obligation de garantie, lorsque le propriétaire ou l'exploitant ne se sera pas conformé dans un délai de cinq ans aux prescriptions imposées par le PPR (cf. règlement associé).

En cas de différend avec l'assureur, l'assuré peut recourir à l'intervention du bureau central de tarification (BCT).

4.6. RÉVISION DU PPR

Le PPR est un document évolutif et peut être modifié ou révisé à l'occasion de l'apparition de nouveaux phénomènes historiques ou après la mise en place de mesures compensatoires conduisant à une modification du niveau de l'aléa. Comme pour son élaboration et sa mise en œuvre, l'État est compétent pour la modification ou la révision du PPR.

Selon l'article R.562-9 du Code de l'Environnement, le PPR est modifié selon la même procédure que celle suivie pour son élaboration.

L'approbation du nouveau plan, ainsi modifié, emporte abrogation des dispositions correspondantes de l'ancien plan.

FIGURES

ANNEXES

ANNEXE 1

GLOSSAIRE

Aléa	Phénomène naturel d'occurrence et d'intensité donné. L'aléa doit ainsi être hiérarchisé et cartographié en plusieurs niveaux, en croisant l'intensité des phénomènes avec leur probabilité d'occurrence. Cela est vrai pour les PPR inondation, qui devront indiquer et croiser des hauteurs de submersion et des vitesses d'écoulement pour une période de retour au moins centennale.
Anthropique	Qui est dû directement ou indirectement à l'action de l'homme.
Bassin versant	Zone limitée par une ligne de partage des eaux.
Cartographie	Opération qui consiste à transcrire une information sous la forme d'une carte. Cette opération permet donc de représenter la répartition spatiale d'un phénomène, ou d'une variable, ou d'attacher une information à un lieu donné.
Catastrophe naturelle	Il s'agit d'un phénomène ou d'une conjonction de phénomènes naturels, dont les effets peuvent être dommageables, aussi bien vis-à-vis des personnes, des biens matériels ou immatériels, que du milieu naturel.
Centre urbain	Il se caractérise par son histoire, une occupation des sols importante, une continuité du bâti et la mixité des usages entre logement, commerce et services.
Champ d'inondation	Pour un événement donné, c'est l'ensemble des sols inondés, quelle que soit la hauteur d'eau les recouvrant.
Changement de destination	Transformation d'une surface pour en changer l'usage au regard des destinations établies à l'article R.123-9 du Code de l'Urbanisme : habitation, hébergement hôtelier, bureaux, commerce, artisanat, industrie, exploitation agricole ou forestière, fonction d'entrepôt, et constructions et installations nécessaires au service public ou d'intérêt collectif.
Clôture transparente à l'eau	<p>Clôture qui doit permettre à l'eau de circuler pratiquement librement, entre un côté et l'autre de celle-ci. Ainsi, n'est pas considérée comme une clôture transparente à l'eau, une clôture ajourée qui :</p> <ul style="list-style-type: none">• constitue un obstacle au passage des eaux du fleuve en crue,• crée un frein à l'évacuation des eaux du fleuve en décrue. <p>Les portails et portillons, s'ils sont pleins, ne sont pas considérés comme surface de clôture transparente à l'eau.</p>
COS ou Coefficient d'Occupation du Sol	Le coefficient d'occupation du sol qui détermine la densité de construction admise est le rapport exprimant le nombre de mètres carrés de surface de plancher ou le nombre de mètres cubes susceptibles d'être construits par mètre carré de sol (article R 123-10 du code de l'urbanisme modifié par décret n°2012-290 du 29 février 2012).
Cote NGF	Niveau altimétrique d'un terrain ou d'un niveau de submersion, ramené au Nivellement Général de la France.
Cote projet du terrain	Cote prévue du terrain naturel après travaux.
Cote de référence	La cote de référence correspond à la cote atteinte par la crue de référence dite « centennale ». Cette hauteur est le résultat d'un calcul hydraulique. Elle est exprimée en m NGF. Cette cote est indiquée sur les cartes d'aléas. Ces cotes indiquées sur les profils en travers permettent de caler les niveaux de planchers (cote de seuil), mais ne sauraient remettre en cause le zonage retenu sur le terrain au regard d'une altimétrie moyenne du secteur.
Cote de seuil	C'est la cote utilisée dans le présent règlement aux fins de réduire la vulnérabilité des constructions ; cette cote représente le niveau à partir duquel devront être implantés, notamment les planchers habitables des futures constructions, pour se prémunir du risque inondation considéré. La cote de seuil est la cote de référence augmentée de 20cm.

Cote TN (terrain naturel)	Cote du terrain naturel avant travaux, avant projet.
Crue	C'est l'augmentation du débit du cours d'eau, pendant une durée plus ou moins longue, consécutive à des averses plus ou moins importantes.
Crue de référence	C'est la crue qui sert de base à l'élaboration du PPRI. Elle correspond à la plus forte crue historique connue ou à la crue centennale calculée si cette dernière est plus forte (ce qui est le cas pour le présent règlement).
Dent creuse	Au sens du présent règlement, une dent creuse est une unité foncière non bâtie, d'une superficie maximale de 1 000 m ² , qui se caractérise en tant que discontinuité dans la morphologie urbaine environnante.
Dommages	Ce sont les conséquences défavorables d'un phénomène naturel sur les biens, les activités et les personnes, exprimés généralement sous forme quantitative ou monétaire. Il peut s'agir de dommages directs, indirects (induits), intangibles (non quantifiables), ...
Embâcle	Il s'agit de l'accumulation de matériaux transportés par les flots (végétation, rochers, véhicules automobiles, bidons...) qui réduisent la section d'écoulement, et que l'on retrouve en général bloqués en amont d'un ouvrage (pont) ou dans des parties resserrées d'une vallée (gorge étroite). Les conséquences d'un embâcle sont, dans un premier temps, la rehausse de la ligne d'eau en amont de l'embâcle, une augmentation des contraintes sur la structure supportant l'embâcle et, dans un second temps, un risque de rupture brutale de l'embâcle, et de sa structure porteuse, occasionnant une onde potentiellement dévastatrice en aval.
Emprise au sol	Au sens du présent règlement, l'emprise au sol est définie comme étant la projection verticale des bâtiments au sol, hormis les débords (balcons...).
Enjeux	Les personnes, biens, activités, moyens, patrimoine... susceptibles d'être affectés par un phénomène naturel. Ils peuvent être quantifiés à travers de multiples critères : dommages corporels ou matériels, cessation de production ou d'activité, et...
Équipement collectif	Installations et bâtiments qui permettent d'assurer à la population résidente et aux entreprises les services collectifs dont elles ont besoin.
Équipement d'intérêt général	Ce sont les équipements, sans présence humaine, dont la présence ou la construction sont déclarées d'utilité publique, ou nécessaires au fonctionnement des services publics ou des services gestionnaires d'infrastructures publiques. Une ligne électrique, une écluse, ou un relais téléphonique sont par exemple des équipements d'intérêt général.
ERP	Établissement Recevant du Public, au sens de l'article R-123-2 du code de la construction et de l'habitation. La « capacité d'accueil » est considérée égale à celle définie par l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique .

ERP sensible ou activité sensible

ERP ou activité faisant partie de la liste ci-dessous :

- Établissements accueillant spécifiquement des **personnes à mobilité réduite** (maisons de retraite, Etablissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes ou EHPAD), foyers-logements, établissements scolaires, de soin, post-cure, maisons de l'enfance, crèches, haltes garderies, maisons de l'enfance...),
- Établissements **utiles en cas de crise** : casernes de pompiers et de gendarmerie, police, mairie, et plus généralement tout équipement qui sera impliqué dans la gestion d'une crise en lien avec un sinistre survenu sur l'établissement,
- Établissements difficilement évacuables dans un temps restreint vers des lieux de protection identifiés, en fonction de l'effectif, des grandes dimensions, de la configuration de l'établissement et de son environnement, etc : gymnase, cinéma, salle polyvalente, salle de spectacles, piscine...

Existant

Ensemble des constructions, infrastructures, usages, qui existaient légalement à la date d'approbation du PPRI.

Extension

Augmentation de l'emprise et/ou de la SHOB. On distingue les extensions au sol (créatrices d'emprise) et les extensions aux étages (créatrices de SHOB).

Fluides

Dans le présent document, les fluides regroupent :

- les courants forts (haute, moyenne et basse tension),
- les courants faibles (sécurité, alarme, téléphonie, données,...),
- l'eau potable,
- les eaux usées,
- les fluides caloporteurs,
- les hydrocarbures (liquides ou gazeux),
- tous les produits industriels transportés dans des tuyauteries.

Garage

Au sens du présent règlement, c'est un bâtiment ou partie de bâtiment strictement destinée au stationnement des véhicules. Par véhicule, il faut entendre tout engin à roue et moyen de propulsion servant à transporter des personnes ou des marchandises - les machines-outils à moteur tel que les tondeuses ne sont pas des véhicules.

Hauteur d'eau

Différence entre la cote de la PHE (Plus Hautes Eaux) et la cote du TN.

ICPE

Installation Classée pour la Protection de l'Environnement, au sens de l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

Lit majeur

Partie de la vallée où les eaux du cours d'eau s'étalent lors des inondations.

Lit mineur

Partie de la vallée empruntée habituellement par le cours d'eau.

Mesures compensatoires

Mesures prises par le maître d'ouvrage et, le cas échéant le maître d'œuvre, pour annuler les impacts induits par un projet situé en zone inondable, qui portent sur les points suivants :

- la vitesse d'écoulement,
- les cotes de lignes d'eau,
- la capacité de stockage des eaux de crue.

Il est rappelé que les installations, ouvrages, travaux et activités, permanents ou temporaires, présents en Ilt majeur de la Garonne, autrement dit dans l'ensemble des zones réglementées au titre du présent PPRI, sont susceptibles de nuire au libre écoulement des eaux. À ce titre, indépendamment des dispositions prévues au titre du présent PPRI ou du code de l'urbanisme, ils sont soumis à autorisation par application de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement. Dans ce cadre, ils peuvent être soumis à la réalisation d'une étude d'incidence portant sur l'écoulement des eaux des cours d'eau, laquelle doit définir si besoin les mesures compensatoires nécessaires pour annuler leurs impacts.

Modification de construction

Transformation de tout ou partie de la surface existante, sans augmentation d'emprise ni de SHOB : donc sans création de planchers supplémentaires. Cela suppose de ne pas toucher au volume du bâtiment ni aux surfaces des niveaux, sinon le projet relèvera de l'extension.

Nouveau logement

Sous-ensemble d'une construction, qui dispose d'un niveau d'équipements suffisant pour permettre à son (ses) occupant(s) d'y vivre en autonome (exemple : studio d'étudiant dans une maison d'habitation, appartement dans une annexe...).

Opérations d'aménagement

Les opérations d'aménagement sont les ZAC, les lotissements, les opérations de restauration immobilière, les opérations de mise en valeur des secteurs sauvegardés auxquelles il faut ajouter les permis de construire groupés et les remembrements et regroupements de parcelles par des AFU.

Premier plancher habitable

Un plancher habitable est un niveau de construction dans lequel est aménagé une (ou des) pièce(s) d'habitation servant de jour ou de nuit, telle(s) que séjour, chambre, bureau, cuisine, salle de bains. Les locaux techniques, les caves et les garages ne sont pas considérés comme habitables.

Projet

On entend par « projet » l'ensemble des projets :

- « **nouveaux** » : projets de **constructions** nouvelles, quelle que soit leur destination (habitation, activités ou ERP), **d'infrastructures** nouvelles, ou **d'équipements** nouveaux,
- « **sur biens existants** » : projets de réalisation d'aménagements ou d'extensions (avec ou sans changement de destination) de constructions existantes, d'infrastructures existantes ou d'équipements existants).

Reconstruction

La reconstruction d'un bâtiment correspond à la restauration d'un bâtiment dont il reste l'essentiel des murs porteurs, conformément à l'article L.111-3 du code de l'urbanisme.

Reconstruction après sinistre

Projet correspondant à la réédification d'un bâtiment existant, et ne constituant pas une ruine avant le sinistre, sans modification extérieure (sauf liée à la rehausse éventuelle des cotes de planchers imposée par le PPRI). Si le bâtiment constituait une ruine avant le sinistre, sa réédification sera traitée comme une construction nouvelle.

Risque

Évaluation des pertes en vies humaines, en biens et en activités consécutives à la survenance d'un aléa naturel. C'est le croisement enjeux/aléas.

Surface de plancher	<p>Au titre de l'article L112-1 du code de l'urbanisme, la surface de plancher de la construction s'entend de la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1.80m, calculée à partir du nu intérieur des façades du bâtiment.</p>
Sous-sol	<p>Dans le présent règlement, est considéré comme sous-sol tout niveau de plancher dont une partie est située sous le sol naturel.</p>
Unité foncière	<p>Une unité foncière représente une parcelle ou un ensemble de parcelles contigües appartenant à un même propriétaire.</p>
Zonage réglementaire	<p>Il détermine le risque affiché qui provient du croisement des zones d'aléas et d'enjeux. Il définit les zones où sont applicables les mesures d'interdictions et les prescriptions du règlement du PPRI.</p> <p>Dans le présent PPRI, on aboutit à la définition de cinq zones réglementaires.</p>
Zones d'aléas	<p>Ces zones ont été déterminées à partir de l'élaboration de documents cartographiques sur lesquels ont été reportés les aléas.</p> <p>Ils permettent de localiser et hiérarchiser les zones soumises au phénomène d'inondation. Ces zones sont définies à partir d'une analyse qualitative au cours de laquelle les hauteurs d'eau sont croisées avec les vitesses d'écoulement.</p> <p>Les hauteurs d'eau sont déterminées à partir de l'estimation faite de la hauteur atteinte par les eaux en m NGF par la crue de référence centennale modélisée et représentée sur les cartes d'aléas à l'aide d'un certain nombre d'isocotes par comparaison au niveau du terrain naturel.</p> <p>Les vitesses sont définies sur deux catégories de zones :</p> <ul style="list-style-type: none">• les zones où les vitesses sont importantes (supérieures ou égales à 0,50 m/s) d'après les résultats d'une étude qualitative sur les vitesses,• les zones où les vitesses sont faibles ou négligeables (inférieures à 0,50 m/s). <p>En les croisant avec les hauteurs d'eau, on obtient les classes d'aléas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• aléas forts de type 1 : zones de vitesses importantes et/ou dans lesquelles les hauteurs d'eau sont supérieures à 1 m,• aléas forts de type 2 : secteur situé à moins de 100 m d'une digue dans une zone où les conditions de surverses et/ou de rupture de la digue peuvent générer des phénomènes de « turbulence »,• aléas faibles : vitesses inférieures à 0,50 m/s et hauteurs d'eau inférieures à 1 m, absence d'ouvrage de protection à moins de 50 m.
Zone d'enjeux	<p>Ces zones ont été déterminées à partir de l'élaboration de documents cartographiques sur lesquels ont été reportés les enjeux.</p> <p>Ils permettent de définir les différents types d'occupation des sols. Une reconnaissance a été faite sur chacune des communes concernées par des visites de terrain.</p> <p>Quatre zones d'enjeux ont été reconnues :</p> <ul style="list-style-type: none">• les zones non urbanisées qui sont les zones d'expansion des crues à conserver et le présent règlement a pour objectif de les préserver de toute nouvelle urbanisation,• les zones urbanisées autres que centres urbains qui regroupent les zones de bâti homogènes comme les quartiers pavillonnaires ou les ensembles collectifs isolés. Les critères dominants retenus pour les identifier ont été la continuité du bâti et l'homogénéité de la morphologie urbaine. Ces zones doivent répondre au principe de ne pas aggraver la situation, et donc de ne pas favoriser l'extension d'une nouvelle urbanisation,• les zones dites centres urbains définies par la circulaire du 24 avril 1996 comme « des ensembles qui se caractérisent par leur histoire, une occupation du sol importante, une continuité du bâti et une mixité des usages entre logements, commerces et services ».

Zone d'expansion

Champ d'expansion des crues : ce sont les secteurs peu ou pas urbanisés, indispensables au stockage des importants volumes d'eau apportés par la crue. Les champs d'expansion des crues participent au laminage de celles-ci.

Zone de danger à l'arrière d'une digue

Aucun ouvrage ne pouvant être considéré comme infaillible, toute digue doit également être considérée comme un objet de danger potentiel. La présence de toute digue génère ainsi une zone d'aléa fort à l'arrière de celle-ci dans laquelle, les phénomènes de surverse et/ou de rupture de la digue peuvent générer des vitesses et des phénomènes d'érosion importants. Cette zone dite zone de danger ou de sur-aléa, est constituée de la zone située à moins de 100 fois la distance entre la hauteur d'eau maximale atteinte lors de la crue de référence à l'amont d'une digue et le terrain naturel immédiatement derrière l'ouvrage.

ANNEXE 2

DÉTAIL DES ENJEUX EN ZONE INONDABLE PAR COMMUNE

1 – COMMUNE DE BARIE

PERSONNE RENCONTRÉE : MONSIEUR PAGOT (MAIRE)

Cette commune s'étend sur la rive gauche de la Garonne et est totalement inondable.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 299
Diffus	– 45 personnes
Regroupé	– 254 personnes
Activités économiques	<ul style="list-style-type: none"> – Ferme pédagogique "L'Oseraie de l'Île" : 3 employés, – Éditeur : 1 employé, – Élagueur : 1 employé, – Atelier de peinture : 1 employé, – Artisan maçon : 1 employé, – 16 exploitations agricoles : 23 employés.
Tourisme, sport et loisirs	<ul style="list-style-type: none"> – Cale de mise à l'eau, – Stade, – Gymnase et vestiaires, – Salle multi-activités, – Sentiers de randonnées.
Document urbanisme	– RNU
Équipements publics	<ul style="list-style-type: none"> – Mairie, – Cimetière, – Église, – Station de pompage.
Voies de communication	<ul style="list-style-type: none"> – RD226, – RD226E₃.
Projets	– Néant
Occupation du sol	– Prairies, terres agricoles.
Remarques	<ul style="list-style-type: none"> – PCS à l'approbation chez les pompiers. – Quel est le rôle exact du cahier des observations ? – Mauvaise gestion du SPC.

2 – COMMUNE DE BASSANNE

*PERSONNES RENCONTRÉES : MONSIEUR MARTY (ADJOINT), MONSIEUR LATRILLE
(CONSEILLER MUNICIPAL), MONSIEUR RONCALLI (ANCIEN DE LA COMMUNE)*

Cette commune s'étend sur la rive gauche de la Garonne.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 74 à 80
Diffus	– 34-35 personnes
Regroupé	– 40 à 45 personnes
Activités économiques	– Néant
Tourisme, sport et loisirs	– Moulin de Piis : salle de réception – gîte pour pèlerins
Document urbanisme	– Carte communale validée en 2009
Équipements publics	– Église, – Cimetière, – Mairie et salle de convivialité.
Voies de communication	– RD226E ₃ , – RD226 E ₁ .
Projets	– Néant
Occupation du sol	– Prairies, terres agricoles.
Remarques	– PCS – Séchoir racheté par la commune à "Bédoura", permettant un repli de la population en cas de crue (dans le cadre du PCS). – Diffusion de l'information manquante sur la dernière crue. – Dignes détruites par les agriculteurs, ce qui aggrave les petites crues, notamment celles de la Bassanne.

3 – COMMUNE DE BLAIGNAC

PERSONNE RENCONTRÉE : MONSIEUR VINCENTE (1^{ER} ADJOINT)

Cette commune s'étend sur la rive gauche de la Garonne.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 20
Diffus	– 20 personnes
Regroupé	– Néant
Activités économiques	– 5 gîtes regroupés sur un site pouvant recevoir jusqu'à 20 personnes environ, – Une maison de location dédiée aux parachutistes (6 personnes), – Site d'extraction des Granulats d'Aquitaine (siège à Fontet).
Tourisme, sport et loisirs	– Néant
Document urbanisme	– Carte communale approuvée en avril 2006
Équipements publics	– Néant
Voies de communication	– Néant
Projets	– Futur site d'extraction des Granulats d'Aquitaine
Occupation du sol	– Prairies, terres agricoles, gravière.
Remarques	– À l'aval de la commune, sur le ruisseau de Blaignac, en cas d'orage, le calibrage de l'aqueduc qui passe en siphon sous le canal latéral de la Garonne est trop petit.

4 – COMMUNE DE CASSEUIL

PERSONNE RENCONTRÉE : MONSIEUR MERVEILLEAU (MAIRE)

Cette commune s'étend sur la rive droite de la Garonne.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 60
Diffus	– Néant.
Regroupé	– 60 personnes
Activités économiques	– Brocante : 1 employé
Tourisme, sport et loisirs	– Aire de repos du Dropt, fermée (propriété de Gironde sur Dropt)
Document urbanisme	– Carte communale validée en mars 2005
Équipements publics	– Néant
Voies de communication	– RD113 (une fois à l'amont et une fois à l'aval)
Projets	– Projet d'aire de covoiturage par la commune de Gironde sur Dropt
Occupation du sol	– Prairies, bois, peupleraies
Remarques	– La mairie a refusé en 2007 un projet de carrière sur l'île de Casseuil et à l'avenir s'opposera à tout projet de cette nature là

5 – COMMUNE DE CASTET EN DORTHE

PERSONNE RENCONTRÉE : MONSIEUR SART (MAIRE)

Cette commune s'étend en rive droite de la Garonne.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 26 à 28
Diffus	– 6
Regroupé	– 20 à 22 personnes
Activités économiques	– Restaurant : 2 employés
Tourisme, sport et loisirs	– Piste cyclable (voie verte) – Sanitaires de l'ancien camping (déclassé)
Document urbanisme	– PLU approuvé en 2007
Équipements publics	– Station d'épuration, – Pompes d'irrigation, – Poste de relevage, – Maison éclusière (atelier VNF).
Voies de communication	– RD226
Projets	– Projet de halte nautique et port (54 places)
Occupation du sol	– Terres agricoles, peupliers.
Remarques	– Néant

6 – COMMUNE DE CASTILLON DE CASTETS

*PERSONNES RENCONTRÉES : MONSIEUR LAULAN (MAIRE), MONSIEUR DE BARITAULT
(ADJOINT), MADAME LESCARET (SECRÉTAIRE DE MAIRIE)*

Cette commune s'étend sur la rive droite de la Garonne.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 14
Diffus	– 14 personnes
Regroupé	– Néant
Activités économiques	– Néant
Tourisme, sport et loisirs	– Sentier de randonnées
Document urbanisme	– Carte communale approuvée en 2009
Équipements publics	– Néant
Voies de communication	– RD226, – RD226E ₃ , – RD225 ^{E2} .
Projets	– Néant
Occupation du sol	– Peupleraies, oseraies, terres agricoles
Remarques	– PCS en projet d'élaboration

7 – COMMUNE DE CAUDROT

*PERSONNES RENCONTRÉES : MADAME RAMBAUD (ADJOINTE), MONSIEUR CARIS
(ADJOINT)*

Cette commune s'étend sur la rive gauche de la Garonne.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 384
Diffus	– 32 personnes
Regroupé	– 352 personnes
Activités économiques	– Atelier de fer forgé et garage : 2 employés, – Entreprise d'embouteillage et stockage : 3 employés, – Usine GF3M : 30 employés
Tourisme, sport et loisirs	– Stade, – Sentier de randonnées, – Aire de repos.
Document urbanisme	– RNU depuis 1995
Équipements publics	– Garage de la Communauté de Communes : 2 employés, – Cimetière.
Voies de communication	– RD113 (2 fois), – RD15, – RD226.
Projets	– Projet éventuel de tribunes au stade
Occupation du sol	– Prairies, terres agricoles.
Remarques	– Dysfonctionnement du SPC lors des dernières crues : souhait d'amélioration pour la bonne information de la population

8 – COMMUNE DE FLOUDES

PERSONNES RENCONTRÉES : MONSIEUR MONIC (MAIRE), MONSIEUR ZELLER (1^{ER} ADJOINT)

Cette commune s'étend sur la rive gauche de la Garonne, et est totalement inondable.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 112
Diffus	– 82 personnes
Regroupé	– 30 personnes
Activités économiques	– 2 tailleurs de pierre : 2 employés, – Buvette (licence IV) de l'aérodrome : 1 employé, – 2 exploitants maraîchers : 2 employés
Tourisme, sport et loisirs	– Aérodrome de La Réole : aéroclub, centre de parachutisme, école d'ULM, hangars à avions, – Tennis.
Document urbanisme	– RNU
Équipements publics	– Mairie, – Église et cimetière.
Voies de communication	– RD226, – RD12.
Projets	– Projet de lieu de vie réservé au parachutisme
Occupation du sol	– Terres agricoles, terres maraîchères, bois, prairies
Remarques	– Plan Communal de Sauvegarde en cours

9 – COMMUNE DE FONTET

PERSONNE RENCONTRÉE : MONSIEUR MONGIE (MAIRE)

Cette commune s'étend sur la rive gauche de la Garonne.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 112 à 137
Diffus	– 16 à 21 personnes
Regroupé	– 96 à 116 personnes
Activités économiques	– Casse auto : 3 employés, – Garage désaffecté, – Carrières de Granulats d'Aquitaine (siège social : 5-6 employés)
Tourisme, sport et loisirs	– Néant.
Document urbanisme	– Carte communale approuvée en 2003
Équipements publics	– Bâtiment des services techniques (pas d'employés)
Voies de communication	– RD9.
Projets	– Aménagement éventuel du site de la carrière d'extraction en fin d'exploitation (en concertation avec la Communauté de Communes)
Occupation du sol	– Terres agricoles, prairies
Remarques	– Doutes sur les zones arrières du canal inondées, – Dysfonctionnement du SPC.

10 – COMMUNE DE GIRONDE SUR DROPT

PERSONNES RENCONTRÉES : MONSIEUR CALLEDE (MAIRE), MONSIEUR DUCOURNEAU (ADJOINT)

Cette commune s'étend sur la rive droite de la Garonne.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 120
Diffus	– 24 personnes
Regroupé	– 96 personnes
Activités économiques	– Prothésiste dentaire : 1 employé, – Atelier de sellerie : 1 employé, – Atelier de peinture : 1 employé, – ICC, agence de communication (2 employés), – Cuves de stockage de vin (pas d'employés), – Hangar d'une exploitation (pas d'employés, seulement du matériel)
Tourisme, sport et loisirs	– Magasin de l'éclusier (désaffecté).
Document urbanisme	– PLU approuvé en 2006
Équipements publics	– Poste de relevage, – Station sous vide de relevage des eaux usées vers le réseau gravitaire, – Ancienne décharge d'ordures ménagères et de fûts toxiques.
Voies de communication	– RD113, – RD15.
Projets	– Projet de piste cyclable (avec passage sous la RD113) et piste de liaison vers La Réole, – Projet d'extension du cimetière, – Projet d'aire de micro-stockage de bois pour chaufferie, – Projet d'aire de covoiturage sur l'aire du Dropt (commune de Casseuil).
Occupation du sol	– Terres agricoles, prairies, peupleraies.
Remarques	– Néant.

11 – COMMUNE DE LA RÉOLE

PERSONNES RENCONTRÉES : MONSIEUR CASTAGNET (MAIRE), MONSIEUR POURRAT (ADJOINT AUX TRAVAUX), MONSIEUR CONGIU (DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES), MONSIEUR GUILLEMOT (DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES), MONSIEUR SONET (POLICE MUNICIPALE)

Cette commune s'étend sur de part et d'autre de la Garonne, mais majoritairement en rive droite.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 573 à 595
Diffus	– 98 à 120 personnes
Regroupé	– 475 personnes
Activités économiques	<ul style="list-style-type: none">– Atelier de peinture : 2-3 employés,– Pharmacie : environ 10 employés,– Carrosserie : 4 employés,– Famille d'accueil : environ 10 employés,– Cabinet d'assurances : 3-4 employés,– Société événementielle : 1 employé,– Magasin cycles et motocycles : 2 employés,– Bar : 2 employés,– Cordonnier (3-4 employés),– Auto-moto-bateau école : 2 employés,– Magasin vêtements : 2 employés,– Société informatique : 3 employés,– Pub : 2 employés,– Mission Inter-Emploi : 3-4 employés,– Magasin vêtements : 2 employés,– Café : 2 employés,– Association "VACANCES ET FAMILLES" : 1 à 2 employés, ouvert occasionnellement,– Garage et stockage : aucun employé,– GÉDIMAT : 5-6 employés,– Entreprise d'enduits : 5-6 employés,– Menuiserie : 2 employés,– Magasin chasse et pêche : 1 employé.
Tourisme, sport et loisirs	<ul style="list-style-type: none">– 2 stades (rugby et jeu à 13),– Hippodrome,– Automodélisme (1 compétition par an),– 2 cales de mise à l'eau,– Camping municipal (2 employés, 45 emplacements),– Aviron Réolais (stockage, club-house, salle de réunion),– Quais (halles, marché)

Document urbanisme	– PLU approuvé depuis septembre 2008
Équipements publics	<ul style="list-style-type: none">– Salle de réunion et du placier,– Services techniques (environ 30 personnes),– Atelier municipal (stockage uniquement, pas d'employés),– Pompes de relevage,– Station d'épuration (en cours de réhabilitation).
Voies de communication	<ul style="list-style-type: none">– RD9E, (sur plusieurs tronçons),– RD226,– RD12.
Projets	<ul style="list-style-type: none">– Projet de piste cyclable (trajet à définir),– Projet d'extension de l'atelier municipal (garage véhicules de chantier),– Projet de halle commerçante (ossature et emplacements amovibles),– Projet de sanitaires et accueil du camping,– Projet de sanitaires de l'hippodrome (installations amovibles).
Occupation du sol	– Terres agricoles, prairies, peupleraies.
Remarques	– Néant.

12 – COMMUNE DE LOUPIAC DE LA RÉOLE

PERSONNE RENCONTRÉE : MONSIEUR LATRILLE (MAIRE)

Cette commune s'étend sur la rive gauche de la Garonne.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 11
Diffus	– 5 personnes
Regroupé	– 6 personnes
Activités économiques	– Exploitant agricole (1 employé), – Carrières des Granulats d'Aquitaine (siège social sur Fontet)
Tourisme, sport et loisirs	– Néant
Document urbanisme	– Carte communale validée en 2005 (révisée en 2008)
Équipements publics	– Néant
Voies de communication	– RD225
Projets	– Néant
Occupation du sol	– Terres agricoles, lac.
Remarques	– Doute sur l'inondabilité de la zone arrière du canal latéral ou alors par le ruisseau qui passe en siphon sous le canal.

13 – COMMUNE DE PUYBARBAN

PERSONNE RENCONTRÉE : MONSIEUR CONSTANTIN (MAIRE)

Cette commune s'étend sur la rive gauche de la Garonne.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 18
Diffus	– 18 personnes
Regroupé	– 0
Activités économiques	– Néant
Tourisme, sport et loisirs	– Néant
Document urbanisme	– Carte communale en cours d'élaboration
Équipements publics	– Station de production d'eau potable
Voies de communication	– RD225
Projets	– Néant
Occupation du sol	– Terres agricoles, bois, prairies.
Remarques	– Comment peuvent être gérées les demandes de construction d'avis pour animaux ?

14 – COMMUNE DE ST-LOUBERT

PERSONNE RENCONTRÉE : MONSIEUR CLECH (MAIRE)

Cette commune s'étend sur la rive gauche de la Garonne.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 2
Diffus	– 2 personnes (résidence secondaire)
Regroupé	– 0
Activités économiques	– Néant
Tourisme, sport et loisirs	– Néant
Document urbanisme	– Carte communale
Équipements publics	– Néant
Voies de communication	– Néant
Projets	– Néant
Occupation du sol	– Terres agricoles, prairies.
Remarques	– Néant

15 – COMMUNE DE ST-MARTIN DE SESCAS

*PERSONNES RENCONTRÉES : MADEMOISELLE ETIENNE (MAIRE), MADAME MALLET
(CONSEILLÈRE MUNICIPALE), MONSIEUR DUBEDAT (ANCIEN DE LA COMMUNE),
MONSIEUR LEGLISE (ANCIEN DE LA COMMUNE)*

Cette commune s'étend sur la rive droite de la Garonne.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 8
Diffus	– 6 personnes
Regroupé	– 2 personnes
Activités économiques	– Station d'épuration et réserves d'eau de la Distillerie de St-Martin de Sescas
Tourisme, sport et loisirs	– Néant
Document urbanisme	– PLU en cours d'élaboration
Équipements publics	– Poste de relevage et commandes électriques du poste de relevage
Voies de communication	– RD226
Projets	– Projet de piste cyclable (trajet à définir)
Occupation du sol	– Terres agricoles, peupleraies
Remarques	– Néant

16 – COMMUNE DE ST-PARDON DE CONQUES

PERSONNE RENCONTRÉE : MONSIEUR GRUBER (MAIRE)

Cette commune s'étend sur la rive gauche de la Garonne.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 4
Diffus	– 4 personnes
Regroupé	– 0
Activités économiques	– Chambres d'hôtes (8 personnes logées)
Tourisme, sport et loisirs	– Néant
Document urbanisme	– Carte communale validée en 2005, reprise en 2008
Équipements publics	– Puits de la Gaule (réserve estivale)
Voies de communication	– Néant
Projets	– Néant
Occupation du sol	– Terres agricoles, prairies
Remarques	– Néant

17 – COMMUNE DE ST-PIERRE D'AURILLAC

*PERSONNES RENCONTRÉES : MONSIEUR HILLAIRE (MAIRE), MONSIEUR DUSILLOL
(CONSEILLER GÉNÉRAL)*

Cette commune s'étend sur la rive gauche de la Garonne.

Nature	Principaux enjeux en zone inondable
Habitat	Nombre de personnes vivant en zone inondable : 76
Diffus	– 0
Regroupé	– 76 personnes
Activités économiques	– Supérette : 4-5 employés, – Ponctuellement, parcelles d'arbres fruitiers.
Tourisme, sport et loisirs	– Festival intercommunal de musique, – Zone de carrelets.
Document urbanisme	– POS révisé en 2005, puis en 2005
Équipements publics	– Station et pompes de relevage
Voies de communication	– RD113.
Projets	– Projet de piste cyclable (trajet à définir), – Ancien camping, projet de stationnement de caravanes (uniquement l'été), – Projet de lotissement.
Occupation du sol	– Terres agricoles, prairies, bois.
Remarques	– Requalification des bords de Garonne et Espace Boisé Classé, – Dans le règlement à venir, préconiser de broyer le maïs restant après ramassage, car il peut provoquer des embâcles importants, notamment sur les fossés, – Envisager de ne pas bloquer l'agriculture dans le règlement de PPR.